

**G.S.A. AUDIT**

Société de commissariat aux comptes  
Membre de la compagnie Régionale de Paris

**10, rue des Ternes  
75017 PARIS**

**ASSOCIATION CONSISTORIALE  
ISRAELITE DE PARIS**

**(Association régie par la loi de 1905)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS**  
(Association régie par la loi de 1905)

Siège social :

17, rue Saint-Georges  
75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondements de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué cet audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3 de l'annexe des comptes annuels relative à l'application de la directive comptable en matière de continuité d'exploitation. En particulier, cette note expose les conditions et hypothèses permettant l'application de cette directive, compte tenu notamment du passif exigible de l'association.

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nous portons notamment à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.4.2 de l'annexe relative aux actifs immobiliers expose les critères d'appréciation de la valeur d'inventaire des biens immobiliers détenus par votre association. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable retenue et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

La note 2.5.2 relative aux provisions pour risques et charges précise la position de la société concernant certains litiges et contentieux et sous quelles conditions le principe de prudence est retenu.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 25 juin 2024

GSA AUDIT

Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
Représenté par Mr Jean-Louis Guez

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the printed name.

Bilan au 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	2023			2022		PASSIF	2023	2022
	Brut	Amort/Prov.	Net		Net			
Actif Immobilisé								
Immobilisations Incorporelles								
Immobilisations Corporelles						Fonds Associatifs		
Terrains	47 049	47 049		263		Valeur du Patrimoine intégré	109 591 480	109 591 480
Constructions et agencements	33 123 594		33 123 594		33 123 594	Réserves de réévaluation		
Autres immobilisations corporelles	84 985 039	23 854 193	61 130 846		62 587 551	Réserves issues de legs et donations	8 695 785	8 695 785
Immobilisations autres (SPCJ)	13 506 530	8 701 033	4 805 497		5 069 328	Subventions d'investissement affectées	8 793 622	8 759 507
Immobilisations en cours	1 267 399		1 267 399		1 038 224	Autres réserves	5 687 175	5 687 175
						Report à nouveau	-43 160 519	-41 171 379
Immobilisations Financières						Résultat de l'exercice	-2 134 876	-1 989 140
Titres immobilisés	4 591 000		4 591 000		4 590 000			
Autres créances et prêts	665 827		665 827		805 827	TOTAL (I)	87 472 667	89 573 428
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	138 186 438	32 602 275	105 584 163		107 214 787	Provisions pour risques & charges	2 753 607	2 803 456
Actif Circulant						TOTAL (II)	2 753 607	2 803 456
Créances clients et comptes rattachés						Fonds dédiés	3 670 399	3 670 399
Autres créances	2 748 107	1 027 534	1 720 573		1 985 652			
Valeurs mobilières de placement	2 670 232		2 670 232		2 107 618	TOTAL (III)	3 670 399	3 670 399
Disponibilités	2 747 482		2 747 482		2 747 483	Dettes & Produits constatés d'avance		
Caisse	1 539 625		1 539 625		1 403 645			
	3 796		3 796		3 899			
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	9 709 242	1 027 534	8 681 708		8 248 297	Dépôts et cautionnements	379 734	376 966
Charges constatées d'avance (III)						Emprunts MT	5 590 085	5 926 852
						Dettes financières divers	15 843	601 880
	157 187		157 187		134 526	Fournisseurs et comptes rattachés	3 529 382	2 648 757
						Dettes fiscales et sociales/autres dettes	10 922 292	9 895 872
						Produits constatés d'avance	89 049	100 000
						TOTAL (IV)	20 526 385	19 550 327
TOTAL GENERAL (I+II+III)	148 052 867	33 629 809	114 423 058		115 597 610	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	114 423 058	115 597 610

Compte de résultat - 2023

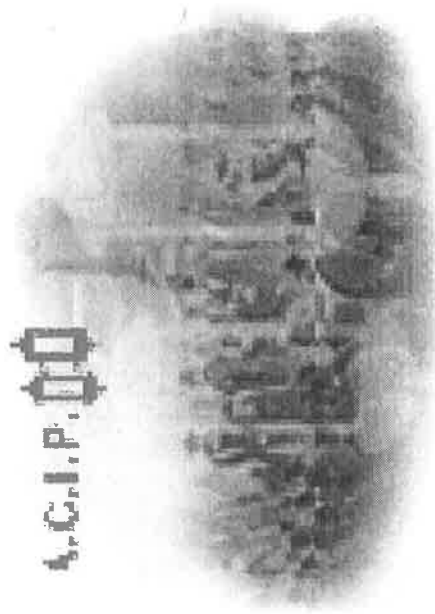
CHARGES	2023	2022	PRODUITS	2023	2022
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Achats de matières et autres approvisionnements			<i>Redevances certification Cacherout</i>	7 757 734	8 023 656
Autres achats et charges externes	10 613 545	8 418 884			
Impôts, taxes et versements assimilés	158 001	138 062	<i>Fidèles</i>		
Rémunérations du personnel	8 974 122	8 689 495	Dons	9 999 030	9 193 975
Charges sociales	4 082 624	4 154 035	Cotisations	411 772	442 714
Dotations aux amortissements sur immobilisation	2 648 808	2 655 550	Autres produits des fidèles	2 629 638	2 412 099
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 027 534	951 300			
Dotations pour risques et charges	48 514		<i>Services religieux</i>		
Autres charges	2 803 200	2 712 044	Mariages	1 204 692	1 279 879
			Hevra	479 653	546 639
			Talmud Thora	188 067	262 648
			Autres produits religieux	543 204	592 599
			<b>Sous total produits hors libéralités</b>	<b>23 213 790</b>	<b>22 754 209</b>
			Autres produits	1 185 503	1 128 444
			Reprises de provisions	1 077 663	1 394 718
			Subventions d'exploitation	1 498 886	
			Legs et autres	1 239 753	10 054
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>30 356 348</b>	<b>27 719 370</b>	<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>28 215 595</b>	<b>25 287 425</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>PRODUITS FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions			Autres intérêts et produits assimilés	18 232	17 362
Intérêts et charges assimilées	165 968	128 178	Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges		
Charges nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>165 968</b>	<b>128 178</b>	<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERES</b>	<b>18 232</b>	<b>17 362</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion			Sur opérations de gestion	132 646	614 504
Sur opérations en capital	82 220	149 070	Q/P subventions d'investissement	103 187	88 187
Dotations aux amortissements et aux provisions			Sur opérations en capital		
			Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>82 220</b>	<b>149 070</b>	<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>235 833</b>	<b>702 691</b>
<b>RESULTAT (BENEFICE)</b>			<b>DEFICIT</b>	<b>2 134 876</b>	<b>1 989 140</b>
			dont résultat issu de l'exploitation :		
			dont amortissement des immobilisations		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 604 536</b>	<b>27 996 618</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 604 536</b>	<b>27 996 618</b>



**A.C.I.P**

**ETATS FINANCIERS AU  
31 DECEMBRE 2023**

**A.C.I.P. 00**





## **Annexe aux comptes 2023 de l'ACIP**

### **1. Faits significatifs de l'exercice**

Les faits marquants ont été repris dans la lettre du trésorier.

### **2. Règles et méthodes comptables**

#### **2.1 Cadre légal de référence**

Les comptes annuels de l'exercice 2023 sont établis conformément aux règlements 99.01 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et 99.03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

#### **2.2 Durée et période de l'exercice comptable**

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023

#### **2.3 Règles et méthodes comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 2.3 Continuité d'exploitation

La gouvernance de l'association a entrepris un plan de cession d'actifs immobiliers. A ce jour, deux biens ont été identifiés et font l'objet d'une mise sur le marché. Le produit de cession de ces biens pourrait s'élever à environ 1,3 million d'euros. La signature d'une promesse de vente a été réalisée et un premier produit de cession de 485 k€ est attendue pour septembre 2024.

L'association a reçu l'engagement d'un fonds d'aide d'urgence (Le Fonds Myriam). Au montant de l'engagement pris, s'ajoute une aide au titre de l'accompagnement dans la mise en place de mesures de restructurations de l'association.

Dans le cadre de ses négociations engagées avec ses principaux créanciers, l'association est en cours de finalisation d'un accord avec ces derniers permettant de préserver son activité à long terme et d'apurer son passif. A ces fins, un suivi et des points d'étapes sont mis en place pour rendre compte de la situation financière de l'association et de ses projections d'activité. Dès lors, les hypothèses retenues en matière de prévisions de trésorerie permettent de conclure que la continuité d'exploitation est assurée.

## 2.4 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux

### postes du bilan — Actif

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

#### 2.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et frais accessoires)

Dépôts de marques, brevets	5 ans
Logiciels	3 ans
Internet	3 ans

#### Variation des immobilisations incorporelles:

En euros	31/12/2022	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2023
Brevets, marques	0			0
Logiciels	39 237			39 237
Internet	7 812			7 812
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>47 049</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>47 049</b>

### Variation des amortissements :

En euros	Cumul 31/12/2022	Amortissements de l'exercice		Cumul 31/12/2023
		Dotations	Reprises	
Brevets, marques				0
Logiciels	39 237			39 237
Internet	7 549	263		7 812
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>46 786</b>	<b>263</b>		<b>47 049</b>

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

### 2.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément sauf les biens immobiliers (terrains et constructions) qui suivent un traitement particulier.

#### a) Les actifs immobiliers

Il convient de rappeler que lors de l'exercice 2006, l'ACIP a décidé de comptabiliser l'ensemble de ses actifs immobiliers et notamment le parc immobilier dont elle dispose. Dans ce cadre, les dispositions relatives aux changements de méthodes comptables avaient été retenues et non celles relatives à l'évaluation des actifs à leur date d'entrée. En outre, il avait été appliqué la méthode par composants, conformément au règlement CRC n°2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs applicable depuis le 1er janvier 2005. L'analyse est détaillée au § 2.4.2.

L'adoption de ces nouvelles dispositions avait abouti à une inscription d'un actif immobilier en contrepartie d'un compte de réserve "Valeur du Patrimoine Intégré".

Cette distinction est conforme aux recommandations du PCG relatives aux biens propres de l'Association.

La valeur brute des immobilisations n'a pas fait l'objet d'une réévaluation depuis leur comptabilisation en 2006.

**b) Amortissements des biens immobiliers**

Conformément au PCG, les terrains ne font pas l'objet d'amortissements. Les amortissements pratiqués ne portent donc que sur les seules constructions.

Afin de tenir compte des règlements CRC n°2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, il a été procédé à une décomposition des Constructions en trois composants :

- Le gros œuvre ;
- La toiture ;
- Les agencements et aménagements.

Sur la base de cette décomposition déterminée en conformité avec des études similaires menées par de nombreuses entités soumises aux mêmes contraintes, les tableaux ci-dessous résument les durées d'amortissement pratiquées :

Biens historiques	
	Durée d'amortissement (ans)
Gros œuvre	80
Toiture	45
Agencements	35

Autres biens	
	Durée d'amortissement (ans)
Gros œuvre	80
Toiture	45
Agencements	35

c) Autres immobilisations corporelles

Matériel de bureau et informatique	
Ordinateurs, imprimantes	3 ans
Autre matériel informatique	3 ans
Autre matériel de bureau	4 ans
Mobilier	8 ans

# Variation des immobilisations

En euros	Valeur brute au 31/12/2022	Diminution		Valeur brute au 31/12/2023
		Augmentation	Diminution	
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>47 049</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>47 049</b>
<b>Terrains</b>	<b>33 123 594</b>			<b>33 123 594</b>
Gros œuvre	45 616 247			45 616 247
Toiture	8 342 597			8 342 597
Agencements et aménagements	9 001 183			9 001 183
<b>Sous total constructions propres</b>	<b>62 960 027</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>62 960 027</b>
Gros œuvre sur sol d'autrui et Toiture sur sol d'autrui	16 664 172			16 664 172
Agencements et aménagements sur sol d'autrui	5 360 840			5 360 840
<b>Sous total constructions sur sol d'autrui</b>	<b>22 025 012</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 025 012</b>
<b>Sous total constructions</b>	<b>84 985 039</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>84 985 039</b>
Petit outillage divers	56 493			56 493
Installations et agencements	12 363 601	906 958		13 270 559
Matériel de bureau et informatique	158 426	21 051		179 477
Immobilisations corporelles (SPCJ)	0			0
Avances et acomptes (autres)	1 038 224	229 175		1 267 399
<b>Sous total autres immobilisations corporelles</b>	<b>13 616 744</b>	<b>1 157 187</b>	<b>0</b>	<b>14 773 928</b>
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>5 395 827</b>	<b>1 000</b>	<b>140 000</b>	<b>5 256 827</b>
<b>Total Immobilisations</b>	<b>137 168 253</b>	<b>1 158 187</b>	<b>140 000</b>	<b>138 186 437</b>

# Variation des amortissements

En euros	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
<b>Amortissement</b>				
Gros œuvre	9 351 184	568 909		9 920 093
Toiture	3 146 581	185 348		3 331 929
Agencements et aménagements	4 389 988	259 019		4 649 007
<b>Sous total amortissement des constructions</b>	<b>16 887 753</b>	<b>1 013 276</b>	<b>0</b>	<b>17 901 029</b>
Gros œuvre sur sol d'autrui	2 823 958	180 237		3 004 195
Toiture sur sol d'autrui	963 422	56 672		1 020 094
Agencements et aménagements sur sol d'autrui	1 722 355	206 520		1 928 875
<b>Sous total amortissement des constructions sur sol d'autrui</b>	<b>5 509 735</b>	<b>443 429</b>	<b>0</b>	<b>5 953 164</b>
Petit outillage divers	45 167	3 310		48 477
Installations et agencements	7 154 163	1 174 683		8 328 846
Matériel de transport	16 000			16 000
Matériel de bureau et informatique	104 438	13 847		118 285
Mobilier de bureau	11 668			11 668
Autres immobilisations	177 757			177 757
<b>Sous total amortissements des autres immobilisations corporelles</b>	<b>7 509 193</b>	<b>1 191 840</b>	<b>0</b>	<b>8 701 033</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>29 906 681</b>	<b>2 648 545</b>	<b>0</b>	<b>32 555 226</b>

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.



## 2.4.3 Immobilisations financières

### Variation des immobilisations financières

En euros	Valeur brute au 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2023
Titres de Participations (1)	4 590 000	1 000		4 591 000
Prêts, Dépôts et cautionnements	805 827		140 000	665 827
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>5 395 827</b>	<b>1 000</b>	<b>140 000</b>	<b>5 256 827</b>

(1) Ce montant correspond à 51% de détention dans le capital de la SCI CEJ et à la détention de 50% dans le capital de la SCI CJV, SCI constituée le 27/04/2021, au capital de 2 000 €, sis 74 avenue Paul Valery 95200 Sarcelles et dont le capital social de 100 parts est réparti entre la Maison Communautaire et l'ACIP, détenant chacun 50 % (50 parts).

### Variation des provisions

Une provision pour dépréciation aurait été constatée si la valeur à la clôture avait été inférieure à la valeur historique.

## 2.4.4 Stocks

Néant

## 2.4.5 Créances et Autres créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En euros	31/12/2023		
	Brut	Provision	Net
Créances Certification cacherout	2 748 107	1 027 534	1 720 572
Sous-total créances clients et comptes rattachés	2 748 107	1 027 534	1 720 572
Autres créances	2 670 232		2 670 232
Total "autres créances"	2 670 232	0	2 670 232
Total des Créances	5 418 339	1 027 534	4 390 804

Ces créances sont à l'échéance à moins d'un an.

Les créances clients concernent essentiellement les redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de la certification Cacherout. Les provisions pour dépréciation des comptes de créances clients portent sur les créances devenues douteuses au cours de l'exercice.

Le poste « autres créances » comprend notamment les éléments suivants :

- Avance en compte courant de 510 000 € consentie à la SCI du Centre du Judaïsme Européen
- Des produits à recevoir pour 1 547 602 euros relatifs à des subventions (Espace du Judaïsme), diligences et services religieux rendus en décembre 2023 (Hevra Kadicha, etc.)
- Un produit d'une assurance-vie (1 173 833 €)
- Compte Paypal en attente d'intégration pour 260 301 €
- Comptes de débiteurs divers (personnel, organismes sociaux...) pour 79 374 €

2.4.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées d'actions, d'obligations, de SICAV, valorisées selon la méthode du « premier entré, premier sorti », placées auprès de grandes banques et institutions financières (BNP, BRED). Un mandat de gestion a été confié à ces banques. Compte tenu que la valeur liquidative (ou valeur d'inventaire) des titres est supérieure à la valeur comptable, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2023.

Etat des VMP à la clôture

En euros	31/12/2023		31/12/2022	
	Brut	Net	Net	
Titres	2 747 483	2 747 483	2 747 483	
Total	2 747 483	2 747 483	2 747 483	

Les plus-values latentes ne sont pas constatées à la clôture.

Une part importante de ces titres est nantie au profit d'organismes bancaires en garantie de découverts bancaires accordés

## 2.4.7 Disponibilités

Les disponibilités se décomposent comme suit :

En euros		31/12/2023
COMPTES BANCAIRES		1 539 625
CAISSE		3 796
Total		1 543 421

## 2.4.8 Compte de régularisation actif

Il s'agit des charges constatées d'avance pour un montant de 157 187 euros correspondant principalement de primes d'assurances, des loyers et des contrats d'entretien.

## 2.5.1 Fonds propres

En euros	31/12/2022	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
Valeur du patrimoine intégré	109 591 480			109 591 480
Réserve de réévaluation				
Réserves issues de legs et donations	8 695 785			8 695 785
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables de l'organisme	8 759 507	159 302	125 187	8 793 622
Autres réserves	5 687 175			5 687 175
Report à nouveau	-41 171 379	-1 989 140		-43 160 519
Résultat/Déficit de l'exercice	-1 989 140	-2 134 876	-1 989 140	-2 134 876
<b>Total</b>	<b>89 573 428</b>	<b>- 3 964 714</b>	<b>-1 863 953</b>	<b>87 472 667</b>

Le compte « Réserves issues de legs et donations » s'élève à 8 695 765 €, il est constitué de legs reçus antérieurement au 1er janvier 2006 et constatés jusqu'à cette date en fonds associatifs et non pas en compte de résultat. Ce montant est inchangé depuis le 31 décembre 2006.

## 2.5.2 Provisions pour risques et charges

### Variation des provisions

En euros	Situation 31/12/2022	Augmentations dotations	Reprises dotations provisions utilisées	Situation 31/12/2023
Risques prudhommaux (3)	97 455		97 455	0
Indemnités de fin de carrière (2)	637 790	48 514		686 304
Rentes (2)	902 101		908	901 193
Grosses réparations (4)	806 500			806 500
Engagements HEVRA KADICHA (1)	359 610			359 610
<b>Total</b>	<b>2 803 456</b>	<b>48 514</b>	<b>98 363</b>	<b>2 753 607</b>

(1) Il s'agit d'une provision constituée en vue de couvrir les engagements pris par l'association dans le cadre de l'acquisition de concessions suite à des réservations faites par des fidèles antérieurement à 1999. Cette provision, estimée en tenant compte du prix actuel de la concession et des personnes identifiées correspond au risque jugé maximum auquel devrait faire face l'association.

(2) Comptabilisation des engagements de retraite et des rentes à verser au personnel retraité

Toutes les entités de droit français disposent d'un **régime d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC)** conformément à la législation. Ce régime consiste à verser un capital aux salariés terminant leur carrière dans l'organisme, le montant du capital versé dépendant de l'ancienneté, de la convention collective ou de l'accord d'entreprise qui s'applique et des modalités et de l'âge du départ en fin de carrière. Au cours de l'exercice, l'ACIP a procédé au calcul des engagements de départ à la retraite de l'ensemble de son personnel en utilisant un logiciel dédié UpIFC-Expert (Groupe Revue Fiduciaire). Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

- Age de départ à la retraite : Départ volontaire lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein
- Taux d'actualisation : 3,05%
- Revalorisation salariale : 2,65% pour les employés, 2% pour les cadres
- Table de mortalité : INSEE 2014 – 2016

L'ACIP applique le régime de droit commun faute de convention collective.

L'engagement en matière d'indemnité de fin de carrière ainsi calculé s'établit à 686 K€ à fin décembre 2023.

De plus, l'ACIP a contracté divers engagements avec du personnel retraité compte tenu des rentes qu'elle doit leur verser pendant toute leur durée de vie. Un calcul actuariel a été opéré à la clôture l'exercice afin de déterminer le montant de cet engagement... Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation : 4,45 %
- Taux d'inflation : 2,1 %
- Taux de revalorisation de la rente : 2,1 %
- Table de mortalité : TGF – TGH 05

L'engagement actuariel des pensions et retraites ainsi calculé s'établit à 902 K€ à fin décembre 2023.

(3) Concernant les litiges prudhommaux, il n'y a aucune demande salariale en cours. Par conséquent, aucune provision est constatée.

(4) Compte tenu d'une part de l'analyse faite par le service des communautés en charge de l'entretien des lieux de culte et d'autre part des travaux effectués durant l'exercice, l'association évalue chaque année la provision pour travaux de mise en conformité. Suite à cette analyse, l'association confirme le précédent chiffrage ; la valorisation reste inchangée. Le chiffre de la provision à 806 500 € demeure inscrite au bilan.

### **2.5.3 Fonds dédiés**

Ce poste concerne un legs de 3 670 399 €, la légataire a émis le souhait d'attribuer en toute propriété l'immeuble sis 4 rue Etienne Marcel à Paris ou le produit de sa vente à l'ACIP pour l'Orphelinat Juif de France dont elle a la charge.

## 2.5.4 Dettes auprès des établissements de crédit

Il s'agit d'emprunts bancaires et de découverts bancaires.

En euros	31/12/2023	moins d'1 an	entre 1 an et 5 ans	plus de 5 ans
<i><b>Emprunts et cautionnements</b></i>				
EMPRUNT BRED	1 494 754	356 421	1 138 333	
EMPRUNT VINCENNES HATIKVA	65 853	65 853		
EMPRUNT COURBEVOIE	1 172 062	65 790	278 811	827 462
EMPRUNT ACIP 16	1 474 336	216 353	903 576	354 407
JEWISH AGENCY	275 255	275 255		
BNP PGE	679 209	224 427	454 782	
BRED PGE	428 615	118 488	310 127	
<b>Sous-total</b>	<b>5 590 085</b>	<b>1 322 587</b>	<b>3 085 629</b>	<b>1 181 869</b>
<i><b>Comptes courants</b></i>				
Découvert en banque	3 183	3 183		
Intérêts courus sur concours bancaire	12 660	12 660		
<b>Sous-total</b>	<b>15 843</b>	<b>15 843</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>5 605 928</b>	<b>1 338 430</b>	<b>3 085 629</b>	<b>1 181 869</b>



### 2.5.5 Dépôts et cautionnements reçus

Les dépôts et cautionnements reçus comprennent notamment 374 456 € de cautions perçues de la part des clients cacherout (Traiteurs, Restaurants...).

### 2.5.6 Dettes à court terme

En Euros	31/12/2023	31/12/2022
<i>Total fournisseurs et comptes rattachés</i>	3 527 382	2 646 757
<i>Sous-total personnel</i>	565 291	593 753
<i>Sous-total organismes sociaux et dettes fiscales</i>	8 826 956	7 586 436
Autres dettes	1 530 045	1 715 683
Total dettes fiscales et sociales et autres dettes	10 922 292	9 895 872

Ces dettes sont à échéance à moins d'un an.

### 2.5.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance représentent les droits d'inscription des jeunes enfants au Talmud Thora pour l'année 2023/2024 non encore servis au 31 décembre 2023. Ils s'élèvent à 89 049 €.

## **2.6 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat - Charges**

### **2.6.1 Les dotations aux amortissements comptabilisées au cours de l'exercice**

Elles font suite notamment à la comptabilisation du patrimoine immobilier de l'ACIP à compter de l'exercice 2006 (Cf. § 2.4)

### **2.6.2 Charges financières**

Elles correspondent notamment aux charges d'intérêts sur emprunts pour un montant de 95 539 euros et aux intérêts sur découverts pour 70 429 euros soit un total de 165 968 euros.

### **2.6.3 Charges exceptionnelles**

Les charges exceptionnelles d'un montant de 82 220 € correspondent essentiellement à des transactions sur des litiges des communautés.

Ces charges se composent principalement des amendes et pénalités (3 150 €), d'autres charges exceptionnelles sur opération de gestion et régularisation de tiers (7 184 €) et de créances devenues irrécouvrables (48 280 €).

### **2.6.4 Impôt sur les sociétés**

Compte tenu de son statut et du caractère non économique de ses activités, l'association n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés.

2.7 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat — Produits

2.7.1 Redevances certification Cachेरout

Ces produits correspondent aux redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de l'activité de certification Cachेरout.

Ils se décomposent comme suit :

Cachेरout		
En euros	2023	2022
Viandes	5 118 702	5 380 060
Vin	118 468	161 413
Commerces et traiteurs	1 541 041	1 503 096
Autres Produits	979 523	979 087
Total	7 757 734	8 023 656

## 2.7.2 Fidèles

Les dons constituent une des ressources significatives et récurrentes de l'ACIP. Compte tenu du fait qu'elle fait appel à la générosité publique, ces produits sont constatés en exploitation et non en exceptionnel.

Il convient de noter que, traditionnellement, il existe une forte concentration des versements au terme de l'exercice.

Parallèlement, les reçus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année écoulée. Le poste « Fidèles » se répartit de la façon suivante :

Fidèles		
En euros	2023	2022
Adhésions	411 772	442 714
<b>Sous-total Adhésions</b>	<b>411 772</b>	<b>442 714</b>
Dons	9 999 030	8 742 900
<b>Sous-total Dons</b>	<b>9 999 030</b>	<b>8 742 900</b>
Places & Veilleuses	2 730 216	2 478 642
Autres manifestations (Quêtes)	725 942	1 150 139
<b>sous-total autres produits des fidèles</b>	<b>3 456 158</b>	<b>3 628 781</b>
<b>Total</b>	<b>13 866 960</b>	<b>12 814 395</b>

Les recettes des « services religieux » se composent des éléments ci-dessous :

Services religieux		
En euros	2023	2022
Mariages	1 204 692	1 279 879
Hevra Kadicha	481 213	547 218
Talmud thora	267 047	369 061
Divorces	186 400	200 100
Conversions	184 963	206 449
Statut Personnel	115 485	98 040
<b>Total autres produits des services religieux</b>	<b>2 439 800</b>	<b>2 700 747</b>

#### **2.7.4 Legs et autres produits**

Les « legs et autres produits » correspondent principalement aux ressources suivantes :

- des produits divers (remboursement d’assurances, appels, remboursements de frais, mise à disposition de locaux...) pour un montant total de 358 983 €
- le produit d’une assurance-vie de 1 173 833 €.
- Legs : 65 920 €

#### **2.7.5 Produits financiers**

Les produits financiers concernent essentiellement les revenus perçus sur les placements et actions qui sont détenus par l'ACIP pour un montant de 18 362 €.

#### **2.7.6 Produits exceptionnels**

Ils s'élèvent à 235 833 euros.

Ils résultent principalement de régularisations de comptes de tiers relatifs notamment à des dettes sur exercices antérieurs

#### **2.7.7 Subvention d’exploitation**

Les « subvention d’exploitation » correspondent principalement aux ressources suivantes :

- des subventions perçues pour 1 498 886 euros, principalement provenant du Fonds Myriam pour 1 408 885 € en 2023

### 3. Autres informations

#### 3.1 Evolution de l'effectif salarié

L'effectif moyen de l'ACIP (converti en temps plein) était de 205 salariés (hors vacataires) en 2023 contre 209 en 2022.

#### 3. 2 Ventilation de l'effectif salarié

L'effectif total par catégorie y compris temps partiels au 31 décembre se compose comme suit :

CATEGORIES	EFFECTIF		
	2023	2022	ECART 2023/2022
RABBINS	26	26	0
DELEGUES RABBINIQUES / MINISTRES DU CULTE	36	37	-1
SERVICES RELIGIEUX ET ADMINISTRATIFS	170	177	-7
EDUCATIF	71	71	0
Total	303	311	-8

### 3.3 Rémunération des dirigeants élus

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de cette fonction.

### 3.4 Engagements hors bilan – dettes garanties par des suretés réelles

#### Engagements et garanties donnés à la BNP et à la BRED (en k€)

BRED	Prêt de restructuration	hypothèque sur le centre communautaire de La Varenne (rang 1 pour 1 M€) et hypothèque sur le centre FLEG rue de l'Eperon (rang 2 pour 1,5 M€)	1 495	2 500
BRED	PGE		429	
BNP Courbevoie	Prêt professionnel	hypothèque sur les locaux sis 50 rue Marceau – 92400 COURBEVOIE	1 172	1 400
BNP	PGE		679	
BNP Saint Didier	Prêt professionnel	hypothèque sur le centre communautaire de La Varenne	1 474	2 000
BNP Hatikva	Crédit d'équipement	hypothèque sur les locaux sis 19 rue Céline Robert 94300 Vincennes	65	642
BNP	Découvert autorisé de 1 600k€	Gage d'instruments financiers		1 300
BRED	Découvert autorisé de 1 300 k€	Gage d'instruments financiers		

En garantie d'un emprunt de 3 millions d'euros souscrit par la SCI du CENTRE DU JUDAISME EUROPEEN dont l'ACIP est associée, l'association a donné en hypothèque un bien immobilier situé rue de l'Eperon (Centre Edmond Fleg)

Nous nous sommes portés caution d'un prêt consenti à l'association culturelle Centre Hillel d'un montant de 200 000 €.

En tant qu'associée, nous nous sommes portés caution d'un prêt consenti à la SCI Centre du Judaïsme du Val d'Oise (CJV) d'un montant de 750 000 €; la Maison Communautaire, associé de la SCI CJV, sollicite l'ACIP pour une caution à hauteur de 900 000 €.



#### 4. Situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible

En euros	31/12/2023	31/12/2022
<b>ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (1)</b>		
Créances clients	1 720 573	1 985 652
Autres créances	2 670 232	2 107 618
<b>Sous-total</b>	<b>4 390 805</b>	<b>4 093 270</b>
Disponibilités	1 539 625	1 403 645
Caisse	3 796	3 899
<b>Sous-total</b>	<b>1 407 544</b>	<b>1 407 544</b>
<b>Total</b>	<b>5 798 349</b>	<b>5 500 814</b>
<b>PASSIF EXIGIBLE</b>		
Dettes auprès des établissements de crédits (2)	5 590 085	5 926 852
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 527 382	2 646 757
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	10 922 292	9 895 872
<b>Total</b>	<b>20 039 759</b>	<b>18 469 481</b>

(1) Ces montants tiennent compte des produits à recevoir et des charges à payer.

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs et soldes de banque.